



REVUE DE PRESSE UE-HAÏTI

Autres articles du mois de mars et d'avril

CLICKEZ sur les liens pour accéder aux articles en version intégrale

Sécurité alimentaire, nouveaux programmes

29/04/13: Au cours du weekend, l'Union Européenne, la FAO et le Ministère haïtien de l'agriculture ont lancé 2 programmes sur la sécurité alimentaire. Ces programmes concernent 8 communes des départements de l'Artibonite et du Nord-Est, et sont financés par l'Union Européenne à hauteur de 4.8 millions de dollars américains sur une période de trois ans.

<http://www.haitilibre.com/article-8464-haiti-actualite-quelques-nouvelles-ici-et-la.html>

Sécurité alimentaire, l'UE et la FAO volent au secours d'Haïti

29/04/13: *Deux projets de sécurité alimentaire et nutritive, mis en oeuvre par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ont été lancés au cours du week-end écoulé dans les départements du Nord-Est et de l'Artibonite. A travers ces projets, la FAO qui s'associe au Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDR), entend contribuer à l'augmentation de la productivité locale afin d'améliorer l'autosuffisance alimentaire des ménages*

Capotille, Ouanaminthe, Ferrier et Fort-Liberté constituent, au niveau du département du Nord-Est, les communes d'intervention du premier projet. La FAO dispose d'une enveloppe de quatre millions de dollars américains pour sa réalisation sur une durée de trois ans. Le second, mis en route au niveau de l'Artibonite, concerne les communes d'Ennery, des Gonaïves et de Saint-Michel de l'Attalaye. Une autre enveloppe budgétaire de 1 500 000 euros est allouée à un projet dont la durée n'excède pas vingt-quatre mois.

Le lancement des deux projets s'est effectué respectivement dans les communes de Fort-Liberté et d'Ennery. Dans le Nord-Est, l'approche adoptée pour permettre à ce projet d'avoir un impact important s'appuie sur les potentialités et les spécificités de chaque commune. Elle se résume notamment au développement des filières économiques afin de renforcer la sécurité alimentaire. En ce sens, pour chaque commune les différentes filières ont été jusque-là ciblées. « A Capotille, les filières suivantes ont été ciblées : arachide, manioc, fruits et légumes. Pour la commune de Ouanaminthe : produits laitiers, fruits et légumes. A Ferrier, les produits laitiers et l'aquaculture sont les filières identifiées. Enfin, la filière aquaculture à Fort-Liberté ». Au niveau de l'Artibonite, l'approche n'est pas trop différente. Pour ce département, les responsables ont surtout pris en compte l'aspect environnemental : « Assurer une gestion durable des ressources naturelles des ménages bénéficiaires et développer des activités génératrices. Ensuite, renforcer les capacités des

SOURCES:

Vision 2000- Signal FM-HPN- HAITI LIBRE- Agence presse Media Caraïbes

structures régionales et la résilience des communautés face aux chocs et catastrophes naturelles qui affectent la région ». « Ce projet vise à améliorer la situation alimentaire des groupes les plus vulnérables. Il vise aussi à capitaliser les acquis et les renforcer. Les petits agriculteurs et les femmes seront au coeur dudit projet », selon Micheline Detraux, une consultante à la FAO.

Fier de ce projet, l'agronome Eliancy Moïse, chef de la Direction départementale agricole du Nord-Est, a terminé son discours avec un slogan : « Il faut finir avec cette histoire de personnes qui crèvent de faim ». Le ministre Jacques Thomas, dans son discours de circonstance, a affirmé que l'agriculture haïtienne est à bout de souffle car elle a trop de charges. « Il faut arriver à l'émergence d'autres secteurs d'activités pour épauler l'agriculture. Car, le producteur d'oeufs compte sur les consommateurs. Et le pouvoir d'achat de ces derniers doit leur permettre d'acquérir les oeufs », a soutenu le ministre Thomas Jacques, annonçant plusieurs projets en préparation, dont celui de l'aménagement de la plaine Maribarou. Plus loin, le ministre a mis l'accent sur les résultats.

Les représentants de la FAO et de l'UE expliquent Face aux inquiétudes des parlementaires, M. Joao De Santana, représentant de l'Union européenne qui a financé ces projets dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement, a répondu ainsi : « Ce n'est pas un projet qui va résoudre tous vos problèmes. Vous devez vous organiser, monter des coopératives. Le projet est vôtre », a-t-il indiqué, rappelant l'objectif de l'UE de contribuer à la réduction de moitié du nombre de personnes vivant en situation d'insécurité alimentaire. Pour sa part, M. Frits Ohler, représentant de la FAO, a abondé presque dans le même sens que le représentant de l'UE. « Je suis fier de ce projet qui vise à aider les paysans. Mais, est-il possible de résoudre le problème dans deux ans ? La réponse, c'est non. C'est à vous de vous unir pour changer votre situation ». A souligner, un accord sur la mise en oeuvre du projet dans le département du Nord-Est a été signé par le ministre de l'Agriculture et le représentant de la FAO.

<http://www.lenouvelliste.com/article4.php?newsid=116223>

Développement local/Plateau central

Un pas vers le développement de Juanaria

23/04/13: L'Association des jeunes réunis pour le développement du Plateau central (AJRDPC) a lancé le vendredi 19 avril 2013 en grande pompe son projet de renforcement institutionnel au profit du Conseil d'administration de la section communale de Juanaria (CASEC).

Le projet d'appui, de renforcement institutionnel et d'assistance technique des autorités de la section communale de Juanaria (Hinche) est financé par l'Union européenne. Ledit projet a été lancé en présence des autorités locales de Juanaria et des sections communales avoisinantes, des représentants de la police de Hinche et de la Minustah, des autorités religieuses et des associations de jeunes de la zone. « Ce projet va nous permettre de mieux accomplir notre tâche », s'est réjoui le premier membre du CASEC de Juanaria, Jean-Claude Antoine, dans ses propos de circonstance. Il a par ailleurs précisé que ceux qui veulent diriger la section dans le futur ont une bonne opportunité pour se former.

Le projet, mis en oeuvre par l'AJRDPC, d'après le secrétaire général de l'organisation, Juno Pierre, vise à renforcer la capacité fonctionnelle des autorités locales de Juanaria en vue de contribuer à une meilleure gestion et prise en charge de la population et

l'amélioration de l'environnement de la section. « Fournir une assistance en formation aux CASEC, ASEC et leaders communautaires de la section ; construire et équiper un complexe administratif pour loger les bureaux des CASEC et ASEC ; réaliser un plan de développement de la section », sont les principales activités à réaliser dans le cadre dudit projet. Le plan du complexe administratif a été présenté au public au cours de la cérémonie.

Les membres du CASEC de Juanaria, le maître d'ouvrage du projet, n'ont pas caché leur satisfaction à l'idée que leur section va être dotée d'un complexe flambant neuf au cours des deux prochaines années. Le CASEC, s'est réjoui Jean-Claude Antoine, y sera logé. Le représentant du ministère de la Planification dans le Plateau central, Jean Romain Clériné, a exprimé sa satisfaction après le lancement du projet. « Ce projet va aider au renforcement des collectivités territoriales en vue de la décentralisation », a-t-il avancé. Il a ajouté: « Nous remercions l'Union européenne pour son appui. Nous saluons aussi ce modèle de coopération public-privé ». Le projet d'appui, de renforcement institutionnel et d'assistance technique des autorités locales de la section de Juanaria (Hinche) s'étend sur une période de 26 mois. Son coût est de 368 000 euros.

<http://www.lenouvelliste.com/article4.php?newsid=115997>

Un atelier pour l'harmonisation de l'aide à la « boucle Centre-Artibonite »

20/04/13: Le Comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIAT) a organisé un atelier de deux jours à l'hôtel Wozo plaza, à Mirebalais, les 18 et 19 mars. Réunissant des représentants des communes de la « Boucle Centre-Artibonite », pour des bailleurs de fonds, ces assises devraient permettre l'harmonisation de l'aide internationale dans cette région du pays.

La Banque interaméricaine de développement (BID), l'Union européenne et la Banque mondiale s'appêtent à financer d'importants projets, dans les départements du Centre et de l'Artibonite (dans la boucle Centre-Artibonite. «Le Comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIAT) a réuni ces trois partenaires du gouvernement haïtien autour d'une même table aux fins d'harmoniser les actions des bailleurs de fonds et permettre que l'aide soit profitable aux populations des zones bénéficiaires», selon Michèle Oriol, secrétaire exécutif du CIAT. « Nous voulons éviter la duplication ou la mise en oeuvre des projets qui sont en contradiction entre eux. Nous voulons faire en sorte qu'ils soient complémentaires. C'est à cet effet que nous les réunissons dans la boucle même, sur les lieux où les travaux vont se faire (...) On doit déterminer qui va faire quoi et où durant les prochains mois et années à venir.»

Les trois organismes internationaux vont financer, entre autres, des projets d'urbanisation, d'infrastructure et d'agriculture dans environ une vingtaine de communes, d'après Mme Oriol, soulignant que ces derniers ont déjà des projets en cours de réalisation dans cette partie du pays. Ils procèdent actuellement à la rédaction des documents de projet, c'est pourquoi, confie-t-elle, qu'on ne peut pas savoir encore le montant exact qui sera octroyé par chaque bailleur. Toutefois, elle situe le financement de la BID à environ 20 millions et à 60 millions ceux de la Banque mondiale et de l'Union européenne.

« Cette réunion de travail permet de lancer deux messages : la coordination de l'aide ne peut se faire que sur le terrain, autrement elle risque d'être inefficace, inopérante, de passer à côté des vrais problèmes ; cette région a une importance particulière du point de

vue de sa résilience par rapport au reste du pays, de sa position stratégique, et elle est une priorité de développement pour le gouvernement actuel», a expliqué Michèle Oriol.

<http://www.lenouvelliste.com/article4.php?newsid=114751>

Next Beat Haïti en quête de nouveaux talents

19/04/13: La Fondation Haïti Jazz s'allie avec Ayiti Mizik (Association des professionnels de la musique) pour lancer, grâce au soutien du [programme Arcades](#), le concours Next Beat Haïti. Cette compétition permettra à une vingtaine de groupes de concourir devant un comité de professionnels et d'enregistrer une démo en studio qui sera peut-être le début de leur carrière. Uniquement réservé aux groupes émergents, aux talents en herbe qui cherchent à s'exprimer ou à se faire valoir devant des professionnels de l'industrie musicale, ce concours dont les inscriptions seront reçues à Kay Mizik la (Centre de ressources pour la musique haïtienne, avenue John Brown, Lalue, à côté de Monsieur Henri) le mercredi 24 avril 2013, de 9 h am à 3 h pm, cible sept catégories musicales : konpa, musiques urbaines, chanson, jazz, classique, traditionnel, évangélique. Seuls seront acceptés les vingt premiers groupes de chaque catégorie qui auront déposé leur dossier d'inscription ainsi que des CD uniquement à Kay Mizik La le 24 avril.

Les formulaires d'inscription sont à retirer à la Radio Télé Métropole (Delmas 52) et à Kay Mizik La. Six groupes de chaque catégorie (au total 42) seront présélectionnés après une analyse des dossiers déposés pour audition. Les dates de rendez-vous seront communiquées par la Fondation Haïti Jazz. Et trois groupes de chaque catégorie vont être choisis (soit 21 au total) pour participer du 8 mai au 19 juin à des « showcase » où les groupes vont donner une performance live devant un jury composé de producteurs, de promoteurs, d'entrepreneurs de spectacles et de directeurs de labels.

De grands noms de la musique haïtienne seront impliqués dans l'organisation du concours, dont Fabrice Rouzier et Fred Lizaire (catégorie compas et musiques urbaines), Pascale Jaunay représentant Ayiti Mizik, Carl Fred Behrmann de Baoli Records, Myria Charles (catégorie évangélique), Père César (catégorie classique), Erol Josué (catégorie traditionnel), Gahri Lubin et Bélo. Les showcases se tiendront sur les scènes de la Fokal, de Backyard, du restaurant Le Villate, de Garden Studio... Entrée : 100 gourdes. Les termes et conditions de participation aux showcases mentionnés dans les formulaires d'inscription ont trait à la ponctualité, au respect de la durée du morceau (entre 3 et 5 minutes), à l'utilisation scénique, à la présentation du groupe (tenue, politesse, communication avec le public), à la performance artistique et vocale, à la qualité des textes, à l'interprétation, l'originalité et au potentiel commercial de la prestation.

Le 21 juin, un jam session clôturera le Next Beat Haïti et accueillera le meilleur groupe de chaque catégorie. Les sept gagnants auront la chance d'enregistrer une musique de leur choix grâce au partenariat de trois studios d'enregistrement en soutien inestimable au concours : Baoli Records, Real Biz Studio et Bwa Mocket Studio. Et selon les précisions apportées par le président de la Fondation Haïti Jazz, Joel Widmaier, les gagnants pourront éventuellement bénéficier de séances de formation sur le management, les techniques d'enregistrement et le mixage. Carel Pèdre, animateur bien connu, a mis le studio d'enregistrement de Radio One à la disposition des groupes. Next Beat Haïti fait suite aux différentes discussions et « chita palé » qu'organise Ayiti Mizik autour des problèmes auxquels fait face le milieu musical.

Ce concours est soutenu par le programme Arcades de l'Union européenne, qui a financé une acquisition en matériels de son pour la tenue des « showcase ». Un Next Beat Haïti prometteur qui permettra, en donnant une nouvelle impulsion, de développer et aussi de professionnaliser le secteur.

<http://www.lenouvelliste.com/article4.php?newsid=115899>

FoirExpo met le cap sur Lascahobas

22/03/13: L'Initiative de la société civile (ISC) et le Conseil haïtien des acteurs non étatiques (CONHANE) lancent officiellement la 7e édition de la traditionnelle foire exposition (FoirExpo). Cette dernière sera organisée les 23 et 24 mars en cours à Lascahobas, à l'occasion de la fête patronale de cette commune, la Saint-Gabriel. La population haïtienne toute entière est invitée à aller participer à ces deux journées d'expositions qui promettent d'être très animées, selon ce qu'ont annoncé les initiateurs, au cours d'une conférence de presse tenue ce jeudi à l'hôtel Le Plaza. Divers produits - pistache, maïs, pois, vivres alimentaires, fruits et légumes - seront mis en exposition par 60 producteurs issus du centre-ville de Lascahobas et de ses 3 sections communales. Il y aura également des produits transformés et des produits artisanaux. FoirExpo s'attend à accueillir beaucoup de visiteurs pour un séjour divertissant dans une commune en plein développement et riche en potentiels touristiques, économiques et culturels.

« Ce sera l'occasion pour les participants de découvrir les richesses de la ville phare du Plateau central », a indiqué le maire de Lascahobas, Saint-Luc Lamandier, fier de ce que les infrastructures routières mises en place récemment par l'Union européenne dans sa commune permettent d'atteindre cette dernière en moins de deux heures, à partir de la capitale. Comme d'habitude, le Comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIAT) est amplement impliqué dans l'organisation de cette activité dès sa première édition. Depuis quelque temps, cette institution se montre très intéressée par les « énormes potentiels » de la boucle Centre-Artibonite. Selon son représentant, Luc Bretoux, le CIAT veut coordonner et harmoniser l'action des différents intervenants et bailleurs dans la région, afin de mieux gérer les ressources.

Voilà ce qui, selon le responsable, explique son association à l'ISC et la CONHANE dans la réalisation de cette foire. Pour la pleine réussite de l'événement, plusieurs autres partenaires se sont joints aux organisateurs. Parmi eux, l'Union européenne, la Banque mondiale, l'ambassade du Brésil, la Fokal, la Chambre de commerce, de l'industrie et des professions du Centre (CCIPC), les mairies de Lascahobas, de Saut-d'Eau et de Belladères, et des organisations locales. D'ores et déjà, les organisateurs annoncent que la prochaine édition sera organisée en juin, à Saint-Raphaël.

<http://www.lenouvelliste.com/article4.php?newsid=114811>

Haïti-Coopération : L'Union européenne promet 4 millions d'euros à Haïti pour les élections



6/03/13: L'Ambassadeur de l'Union européenne en Haïti, M. Javier Nino Perez, a annoncé lundi que l'UE va apporter son appui financier à Haïti d'une enveloppe de 4 millions d'euros pour l'organisation des prochaines élections, lors d'une rencontre à l'Université Quisqueya, sur la coopération et les perspectives de partenariat entre Haïti et l'Union européenne, a constaté Haiti Press Network.

L'ambassadeur Perez a indiqué que cette rencontre a été faite dans le cadre de la semaine de l'Europe. Le diplomate a affirmé que l'Union européenne veut coopérer avec Haïti dans plusieurs domaines, notamment dans le domaine de l'éducation, du développement durable, la bonne gouvernance et la sécurité alimentaire. « Pour marquer cette semaine, plusieurs activités sont prévues, particulièrement des activités culturelles, où l'on va parler de la riche culture haïtienne », a-t-il précisé.

M. Perez a réaffirmé l'engagement de l'Union européenne (UE) de coopérer avec Haïti, toutefois, pense-t-il, il doit y avoir un dialogue politique entre Haïti et l'UE. D'après lui, la société civile représente pour l'UE un partenaire essentiel dans le développement d'Haïti. Par ailleurs, l'Ambassadeur Perez qui s'est dit intéressé au processus électoral en Haïti, dit avoir souhaité que les élections soient réalisées dans le plus bref délai possible. « Nous voulons stabiliser une économie du savoir en Haïti », a déclaré pour sa part, Dominique Delpuech, chargé d'affaires de l'Ambassade de France en Haïti. « Il ne peut pas y avoir de développement durable dans un pays sans la stabilité politique », a-t-il ajouté.

<http://www.hpnhaiti.com/site/index.php/economie/9365-haiti-cooperation-lunion-europeenne-promet-4-millions-deuros-a-haiti-pour-les-elections>

Ministro de Medio Ambiente y Unión Europea impulsarán a proyectos binacionales con Haití

El Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales abordó este lunes con la embajadora de la Unión Europea, Irene Horejs, la importancia incrementar el impulso de la cooperación para las iniciativas de protección ambiental y de aprovechamiento de los recursos naturales a lo largo de la franja fronteriza con Haití.

El doctor Bautista Rojas también recibió en su despacho, por separado, al Jefe de División de la Protección Internacional del Clima del Ministerio de Medio Ambiente de Alemania, Norbert Gorissen, con quien abordó cuestiones relativas a las acciones para la reducción de emisiones de gases de efecto invernadero en el país.

Durante una reunión con la representante diplomática de la Unión Europea acreditada en la República Dominicana, ambos coincidieron en que la protección ambiental y el aprovechamiento de los recursos naturales en la zona fronteriza representan un alto valor estratégico.

<http://elnuevodiario.com.do/app/article.aspx?id=326937>